

DÉCLARATION FNEC FP-FO
COMITÉ SOCIAL D'ADMINISTRATION
15 OCTOBRE 2024
Académie de Bordeaux

Madame la Rectrice,
Mesdames & Messieurs les membres du CSA Académique,

Le budget proposé par le premier Ministre le 10 octobre prévoit une saignée pour l'Education Nationale : 4 000 suppressions de postes pour la rentrée 2025 dont 180 nouveaux postes d'enseignants dans le second degré et 3 155 dans le premier degré, cinq fois plus que les 650 postes déjà supprimés à la rentrée 2024 !

Les effectifs baissant, ces fermetures seraient indolores, se justifie le premier Ministre. Jugeons plutôt : les constats de rentrée annoncent 1,4% d'élèves en moins dans le premier degré dans notre académie. Ces variations anecdotiques à l'échelle locale ne permettent pas d'améliorer le taux d'encadrement.

La réalité concrète du terrain, c'est le manque des postes. Le SNUDI FO 33 a fait le calcul pour la Gironde il manque 1140 professeurs des écoles en cette rentrée pour répondre aux besoins :

- 111 maîtres E ;
- 122 maîtres G ;
- 70 psy EN ;
- 76 postes d'enseignants spécialisés dans les IME et les ITEP ;
- 300 adjoints dans les écoles afin qu'aucune classe ne dépasse 24 élèves ;
- 215 postes de remplaçants ;
- 240 postes vacants occupés en 2023 par des enseignants précaires recrutés sous statut de contractuels dont une grande partie pourtant en poste depuis plusieurs années n'ont pas vu leur contrat renouvelé.

Ce constat s'effectue dans tous les départements et dans tous les services de l'Education nationale, il manque des postes partout.

Le budget ne prévoit aucune création de postes de personnels d'encadrement, de personnels infirmiers, d'assistants sociaux... de médecin scolaire alors qu'en 15 ans le nombre d'élèves en situation de handicap a triplé, que l'inclusion à tout prix qui s'intensifie fait exploser les établissements et s'annonce comme un scandale sanitaire majeur.

Aucune création de postes de personnels administratifs alors que « les ministères chargés de l'éducation, de la jeunesse et des sports disposent d'une administration peu nombreuse au regard de l'effectif de leurs agents. Leur ratio gérants-gérés est ainsi de 0,6% soit 6 gestionnaires pour 1000 agents, de très loin le plus faible de l'ensemble de la Fonction publique d'Etat. » (Citation des LDG ministérielles).

Les services administratifs en sous effectifs sont exsangues, sous pression ils sont dans l'incapacité de répondre aux attentes comme en témoignent les très nombreux problèmes de salaires que rencontrent les personnels : suspension totale du versement lors des changements d'échelons, non mise en paiement pour des stagiaires, des contractuels, paiement sur quotités de travail inférieures à la réalité du travail effectué.

C'est un choc des moyens dont a besoin l'Education Nationale, pas un choc des savoirs.

La situation dans les collèges en cette rentrée est préoccupante. Malgré le rejet exprimé toute l'année dernière par la mobilisation et dans les urnes, le choc des savoirs se met en place dans les collèges envers et contre tous. Avec la mise en place des groupes (qu'ils soient hétérogènes ou non, qu'ils changent en cours d'année ou non...), il y a autant d'organisations que de collèges en France !

Les conséquences varient d'un collège à l'autre, mais partout, elles sont négatives :

- des collèges avec des groupes de « niveaux/besoin », d'autres « hétérogènes », avec des groupes qui changent en cours d'année ou qui restent identiques toute l'année, sur tout le volume horaire ou sur une partie... En tout état de cause, il y a éclatement du groupe classe ;
- une organisation « en barrette » notamment en Français et en mathématiques qui génère des emplois du temps détériorés, la multiplication des trous pour les profs et les élèves, le non-respect de vœux d'emploi du temps ;
- des problèmes de salle car la multiplication des groupes conduit les établissements à une saturation des salles actuellement disponibles ;
- la liberté pédagogique remise en cause avec des évaluations communes et des fiches de travail élaborées en commun pour que les « élèves évoluent en même temps »... Dans d'autres établissements, rien de tout cela...
- un temps de concertation qui explose sans rémunération spécifique ;
- un manque de professeurs principaux (les profs de mathématiques et français pouvant être exclus de cette mission pour les 6^{ème} et 5^{ème}) et des pressions sur des collègues non volontaires ;
- la pression des parents, inquiets et en colère qui demandent des comptes aux professeurs sur le choix des groupes dans des réunions de rentrée parents-professeurs ;
- les collègues commencent à anticiper la tenue des conseils de classe du premier trimestre. Combien d'enseignants en français et en maths pour représenter tous les groupes ? On en revient à la situation ubuesque du lycée.

A cela s'ajoute le manque de professeurs. Il manquait à la rentrée des professeurs de mathématiques et de français, les classes restent très chargées en effectif plus de 30 dans certains collèges, et des groupes de spécialités en lycée à plus de 35 élèves. Les collègues ne peuvent plus travailler dans ces conditions.

Comment comprendre ce manque de personnels dans une académie aussi attractive ? En cause la sclérose des mutations qu'engendre la loi de la transformation de la fonction publique. Le blocage de l'accès aux postes en inter comme en intra empêche de nombreux fonctionnaires

de pouvoir exercer leur métier. Le blocage des entrées en inter est particulièrement prégnant en cette rentrée comme le montre les documents du jour. Ainsi dans le premier degré, on constate 55 entrées de moins en 2024 par rapport à 2023, principalement dans les départements des Landes et des Pyrénées Atlantiques alors que de nombreux collègues bénéficiaient d'un exeat. La FNEC FP-FO vous le demande Madame la Rectrice, alors que les problèmes de manque de personnels vont être flagrants comme chaque année, de prolongez les ineats exeats afin qu'ils soient accordés tout au long de l'année.

Pour la FNEC FP-FO et les personnels, l'heure est à la mobilisation pour faire aboutir leurs revendications urgentes :

- 🔊 Annulation de ce budget d'austérité !
- 🔊 Création des postes nécessaires dans les écoles, les établissements et les services !
- 🔊 Augmentation immédiate de 10% de la valeur du point d'indice ! Ouverture de négociations pour rattraper les 28,5% de pouvoir achat perdu depuis 2000 !
- 🔊 Abandon du « choc des savoirs », du SNU, de la réforme des lycées professionnels, de la réforme des lycées généraux et technologiques, de la plateforme « Parcoursup » et de toutes les mesures qui détruisent l'École !
- 🔊 Un Statut, un vrai salaire pour les AESH ! Abandon des PIAL et des PAS ! Abandon de l'Acte 2 de l'École inclusive et défense de l'enseignement spécialisé !
- 🔊 Abandon définitif du projet Guerini de destruction du Statut !
- 🔊 Abrogation de la réforme Macron-Borne des retraites qui concentre toutes les colères.

Nous vous remercions pour votre écoute.

Pour la FNEC FP-FO
Olivia Queysselier, Kévin Bastien,
Reynald Diranzo, Eric Mouchet.